

ACTION

COPY

OLA (email)
DSE/cdc
Mr. Fatman
(email)
AG

RECEIVED

JUL 25 2014

14-06780

EXECUTIVE OFFICE
OF THE SECRETARY-GENERAL

Monsieur BAN KI MOON
Secrétaire Général des Nations Unies
UN Headquarters
First Avenue at 46th Street
NEW YORK, NY 10017
USA

Nos réf : PGI/JRN
Suivi par : Pierre GAUTIERI
Fonction : Directeur de Cabinet
Direction : Cabinet du Maire

Objet : Droits de l'Enfant

Saint Etienne, le 12 juin 2014

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies

Au nom du titre de Ville amie des enfants attribué par l'UNICEF, je viens d'adresser un courrier à Monsieur le Président de la République des Maldives pour l'enjoindre de mettre un terme immédiat aux récentes évolutions légales à l'œuvre dans son pays et qui rendent potentiellement justiciables de la peine de mort les mineurs de 7 ans.

En agissant de la sorte, la République des Maldives se place en contradiction avec les dispositions de l'Article 37 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant qu'elle ratifia le 11 février 1991.

Cette situation est inacceptable et j'ai souhaité, au nom de tous les habitants de notre ville, marquer notre détermination à obtenir le retrait d'un texte déshonorant pour un pays par ailleurs réputé pour son hospitalité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, en l'expression de ma haute considération.

Le Maire

Gaël PERDRIAU

LEE103/007

PJ : copie du courrier adressé au Président de la République des Maldives

RECEIVED

AUG - 7 2014

**Monsieur Abdulla Yameen Abdul Gayoom
Président de la République
MULIAAGE
20026 MALE
LES MALDIVES**

Nos réf : PGI/JRN
Suivi par : Pierre GAUTIERI
Fonction : Directeur de Cabinet
Direction : Cabinet du Maire

Objet : Droits de l'enfant

Saint Etienne, le 12 juin 2014

Monsieur le Président,

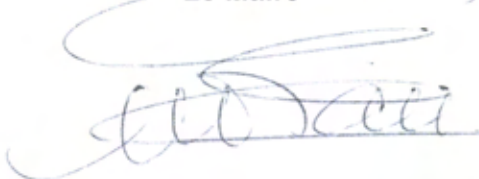
La Ville de Saint-Etienne est reconnue par l'UNICEF, donc la communauté internationale, comme une ville amie des enfants. Cela veut dire que ses habitants considèrent que les enfants sont des êtres humains dotés de droits inaliénables qui ne peuvent être remis en cause sans prendre le risque de s'exclure durablement de la communauté mondiale se reconnaissant dans un ensemble de valeurs humanistes.

Depuis le 27 avril dernier, votre Gouvernement a modifié la législation applicable aux Maldives et désormais la peine de mort peut s'appliquer aux mineurs de 7 ans. En agissant de la sorte vous mettez fin à un moratoire vieux de plus de 60 ans que l'on pensait désormais acquis. Ces dispositions sont en totale contradiction avec l'article 37 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant que votre pays ratifia le 11 février 1991.

Aussi, au nom de l'ensemble des élus de la Ville de Saint-Etienne, je vous demande solennellement de renoncer à cette dérive qui marquerait un sinistre retour en arrière contraire aux valeurs de tolérance de l'Islam et que nous souhaitons tous partager.

Dans l'espoir que vous saurez comprendre la portée négative des décisions prises par votre Gouvernement je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma haute considération.

Le Maire



Gaël PERDRIAU